

41. faux services de travail des enfants

L'arnaque du bébé mort, les fausses salles et le travail des enfants

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications, 5 mars 2005, 19 janvier 2023, en seq:

L'arnaque du bébé mort a commencé à la suite d'un malentendu. Les gens à l'époque de St. Thomas d'Aquin ne se rendait pas compte de la post-naissance et du placenta qui accompagnaient chaque bébé dans le monde, mais ils ont observé que ces choses semblaient avoir leur propre rythme cardiaque et, dans un certain sens, être vivantes. Ils ont également observé que ce "frère monstrueux" est décédé de façon prévisible peu de temps après l'accouchement.

Ainsi, ils ont donné un nom aux documents de l'après-naissance - votre prénom - et un enterrement chrétien en tant que pauvre inconnu. Il faudrait attendre que votre baptême et votre baptême officiels aient un nom chrétien et soient inscrits en tant que membre de l'Église.

Cela a abouti à une situation où la "succession de votre frère décédé" était en probation et intestat sous votre nom donné en même temps que vous étiez sans nom et erriez sans un nom chrétien comme l'héritier présumé de tout ce que la succession terrestre de votre frère décédé pourrait céder.

Ainsi, à l'esprit ou à l'inaptitude, l'Église s'est mise en position d'administrer les domaines de tous ces bébés présumés morts et tous ces domaines de bébés morts intestat ont été exploités sous les noms donnés de personnes vivantes et ils ont tous été exploités par des magistrats nommés par l'Église comme administrateurs.

Il s'agit d'un autre régime de substitution, mais au lieu d'un faux intérêt public dans un domaine abandonné revendiqué par une entité gouvernementale ou une nation étrangère en vertu de la loi Cestui Que Vie de 1666 en Angleterre, celui-ci crée un intérêt privé tout aussi bidon dans ce qui semble être votre domaine privé pour l'Église, qui se présente comme le destinataire du cadavre et le nom du défunt, puis agit également comme le présumé fiduciaire de la succession qu'ils ont créée pour votre "frère décédé". En tant que fiduciaire, l'Église nomme un magistrat de cour comme administrateur responsable de l'homologation de sa succession.

N'oubliez pas que ce domaine, que vous ignorez totalement, fonctionne sous votre nom donné en même temps que vous vous promenez dans l'acquisition de compétences et d'éducation et que vous vous mariez et achetez une maison --- de sorte que absolument tout ce que vous êtes et que vous acquérez ne vous revient pas, mais à la succession de votre frère décédé.

Ce soi-disant domaine de cancérologie infantile est sous le contrôle de magistrats nommés par l'Église et géré au profit du Commonwealth de l'Église. Et voilà encore --- le lien avec le Commonwealth, c'est-à-dire le gouvernement territorial et les sociétés municipales.

Cette fraude est beaucoup plus ancienne, d'environ 500 ans, mais c'est essentiellement le même schéma de fraude que nous avons déjà examiné avec l'intérêt public pour la propriété privée revendiquée par des entités gouvernementales. Les seules différences substantielles sont que le gambit de l'Église se traduit par un intérêt privé dans la succession, et la succession est administrée sous une forme de loi différente.

Dans les deux cas, l'homme vivant est imité et une chose portant son prénom lui est substituée. Dans les deux cas, l'homme vivant perd son identité et sa réputation et le contrôle de ses droits de propriété au moyen de crimes de personnage, de fraudes non divulguées et de fausses déclarations dans le commerce.

Ce n'est rien d'autre qu'une fraude intéressée qui profite aux auteurs en créant des fiducies non divulguées et non autorisées, publiques et privées, et en laissant les auteurs ou leurs exécuteurs de Son Tort sous le contrôle des actifs appartenant aux personnes vivantes.

L'intérêt public présumé dans nos actifs affirmé par le sous-traitant municipal géré par la Couronne britannique a également un côté privé, dans la mesure où le monarque britannique obtient une coupe de l'action via la création d'une fiducie de sous-ensemble.

Le soi-disant matelot territorial britannique perdu qui opère juste sous le nom donné d'un Américain, est un adjudant du British Merchant Marine Service travaillant comme «contributeur» pour la reine (ou le roi) percevant des droits d'accise - et ce fictif L'adjudant est réputé être un quartier du monarque britannique. En tant que quartier, il n'a aucun statut juridique pour intenter une action, aucun contrôle sur ses propres biens et est soumis à la loi sur l'amirauté.

Tous ces programmes utilisent la substitution, l'usurpation d'identité, la conversion illégale et le vol d'identité constructif comme moyen de voler leurs victimes américaines de façon idiote. Les stratagèmes de fiducie ont mis en place le cadre, puis les faux tribunaux de district militaire non autorisés font le sale boulot pour les sous-traitants municipaux de la Couronne britannique et les sous-traitants municipaux gèrent leurs propres cours d'homologation et tribunaux des sociétés, qui sont tous non autorisés, également, à faire la même chose: taxer illégalement et illégalement les Américains et confisquer les actifs américains sous la couleur de la loi.

Ils ont fait la même chose en Grande-Bretagne, aux États-Unis, dans tous les anciens pays du Commonwealth, dans dix-sept pays encore occupés en Europe occidentale, au Japon, et partout ailleurs, ils peuvent mettre en place leur système de franchise Municipal Corporation.

Leur excuse? Que c'est la seule façon de financer le gouvernement et les bonnes œuvres de l'Église.

Ils oublient commodément le côté non budgétisé de leur système de comptabilité à double accumulation tordu conçu par le comptable d'Al Capone, Easy Eddie O'Hara ---- le deuxième ensemble de livres proverbial où tous les bénéfices non budgétisés "non budgétisés" et tous les comptes de caisse noire sont encaissés et n'ont jamais parlé.

Ils oublient également de mentionner l'afflux gigantesque d'or qu'ils ont reçu du Avila Family Trust privé qui était destiné à construire des infrastructures, à fournir des secours directs et à payer tous les coûts du gouvernement - mais a ensuite été mis de côté et converti en actifs soutenant de faibles prêts d'intérêts permettant au monde de reconstruire tous les dommages causés par ces mêmes sociétés municipales pendant la Seconde Guerre mondiale.

Idéalement, lorsque cet accord de fonds de prêt est arrivé à échéance en 2005, les auteurs ont fait défaut et ont présenté de fausses réclamations sur l'abandon des actifs aurifères déposés, afin d'éviter le remboursement au Avila Family Trust.

Ces sous-traitants de la Corporation municipale, eux-mêmes agissant dans des conditions de tromperie et se dénaturant en tant que nos représentants concernant des questions que nous ne leur avons jamais déléguées --- se sont révélés corrompus et déshonorants, et il ne fait aucun doute qu'ils ont opéré illégalement et illégalement, les deux, pendant de nombreuses années.

Nous avons noté tout au long de l'utilisation habile des "enclaves" et le choix de l'endroit où ces sous-traitants de sociétés municipales sont incorporés, comme un moyen de tirer parti des systèmes de droit étrangers pour se soustraire à leurs obligations constitutionnelles et accéder à des formes de droit qui ne sont pas autorisées dans ce pays.

Les sous-traitants de la British Crown Municipal Corporation ont installé arbitrairement et non contractuellement des "districts" militaires aux États-Unis afin de faire face à leur faux système de tribunaux de district militaire, et ils l'ont fait non seulement ici, mais aussi dans de nombreux autres pays.

Les sous-traitants de la Municipal Corporation ont exploité des tribunaux d'homologation non autorisés et non divulgués dans les districts militaires fournis par leurs cohortes britanniques complices, ce qui a entraîné des districts municipaux et davantage de tribunaux bidons sur nos côtes, pratiquant le soi-disant droit administratif, et l'appliquant mal au grand public et utilisant des tribunaux d'homologation qui n'ont jamais été autorisés ici à confisquer des biens américains sous le coup de la couleur du droit.

Ces criminels en col blanc se sont installés à Porto Rico, une possession pratique et sûre des États-Unis (c'est-à-dire la République fédérale), car c'est toujours une nation du Commonwealth et parce qu'elle leur a donné accès à la loi espagnole de l'Inquisition, qu'ils ont utilisée pour poursuivre les affaires fiscales.

De même, alors que le travail des enfants est largement interdit dans la plupart des pays du monde et certainement aux États-Unis, ils ont mis en place leur dernière version de "les États-Unis

d'Amérique, incorporés" en Inde, afin de continuer à gérer un enfant particulièrement odieux travail

service de passation de marchés et arnaque au blanchiment d'argent. L'Inde autorise le travail des enfants et la passation de marchés de travail des enfants.

Ils choisissent donc où ils s'installent et profitent des différentes lois nationales qui leur permettent de faire des choses totalement interdites dans ce pays - le problème étant qu'ils font ces choses tout en exploitant leurs franchises secrètes sous nos noms donnés.

Il en résulte une situation où nous avons un Américain nommé John Andrew Wilkes et un Territoire britannique américain. Le citoyen a également nommé John Andrew Wilkes et un enfant décédé municipal faisant des affaires sous le nom de John Andrew Wilkes et un sujet britannique opérant en tant que matelot marchand appelé John Andrew Wilkes, et une fiducie britannique Cestui Que Vie opérée sous le nom de JOHN ANDREW WILKES, etc.

La plupart de ces personnes bidon constituées en fiducies publiques et privées, en services publics de transmission, etc., ont été davantage exploitées et grevées dans des régimes dérivés --- où leurs actifs présumés ont été regroupés et des actions fongibles non attribuées d'intérêts non signalés ont été vendu aux investisseurs.

Certains de ces coupables responsables de cela sont tellement trompés par les illusions du pouvoir et de la peine qu'ils se félicitent d'avoir construit un syndicat du crime qui s'étend dans le monde --- n'utilisant rien de plus que la tromperie et la fraude exercées par la couleur de la loi contre leurs employeurs --- et certains d'entre eux pensent qu'ils peuvent continuer et continuer à patiner en promouvant une arnaque de plus: monnaie numérique.

Nous souhaitons que tous ces stratagèmes et abus prennent fin, et que les sociétés municipales promouvant ces stratagèmes et abus contre les personnes vivantes soient fermées de façon permanente. Cela comprend, mais sans s'y limiter, les sous-traitants de la Municipal Corporation qui ont été hébergés dans le district de Columbia et leurs successeurs --- à la fois ceux exploités par le gouvernement territorial britannique et ceux exploités par le gouvernement de la ville - et tous leurs états frauduleusement construits. des franchises et agences d'État également.

Nous souhaitons que tous leurs actifs dans le monde soient confisqués et mis à disposition pour l'usage du gouvernement national et des personnes qu'ils ont blessées.

Délivré par:

Anna Maria Riezinger, fiduciaire

États-Unis d'Amérique

En charge de: Box 520994

Big Lake, Alaska 99652

16 avril 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

